



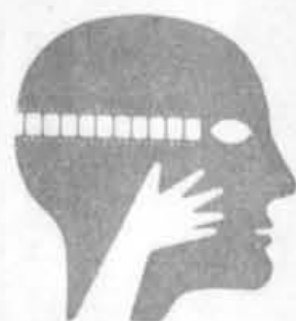
LA MÉTÉO:
CIEL VARIABLE, POSSIBILITÉ D'AVERSES, VENTS MODÉRÉS,
TRÈS FRAIS. MINIMUM: 6°, MAXIMUM: 16°.
DEMAIN: CIEL VARIABLE, FRAIS. DÉTAILS PAGE A 2

OPALE
LE VIN BLANC LÉGER

35cents

Hors de la zone métropolitaine: 45 cents
Ailleurs au Québec: 50 cents. Îles de La Madeleine: 90 cents

AUJOURD'HUI



● CINÉMA

Le FFM est mis en demeure de ne pas présenter le film *Zina*, une biographie de la fille de Trotsky, et Gilles Carle fait rire le public avec *La Guêpe*, qui n'est pourtant pas une comédie.

page D 9



● FONCTION PUBLIQUE

Brian Mulroney nomme le leader démocrate aux Communes Ian Deans à la présidence de la Commission des relations de travail dans la fonction publique; M. Deans explique — difficilement — pourquoi il a accepté ce poste.

page B 1



● ANDRÉE PARADIS

Andrée Paradis, qui avait été surnommée Mme Vie-des-Arts, du nom du magazine qu'elle a dirigé pendant plus d'un quart de siècle, succombe à un cancer à l'âge de 67 ans.

Page D 8

Ottawa révisé à la hausse ses prévisions de déficit

■ SAINT-JEAN, Terre-Neuve — Admettant que la chute des prix du pétrole a provoqué un certain «dérage»

MICHEL VASTEL
envoyé spécial de LA PRESSE

de la situation financière du gouvernement fédéral, le ministre des Finances, M. Michael Wilson, annoncera «très bien-

tôt» comment il entend contrer une inévitable augmentation de son déficit.

Le comité des priorités du gouvernement Mulroney a passé plus de deux heures, hier matin à Saint-Jean, Terre-Neuve, à revoir sa stratégie financière.

Aucune option n'a encore été retenue bien que la plus probable soit la combinaison d'un nouveau train de coupures bud-

gétaires et d'une augmentation du déficit prévu en mai dernier.

Après avoir annoncé un déficit de \$29,5 milliards pour l'année fiscale 1986-87, le ministre des Finances y souligne les bons résultats obtenus en 1985-86, l'année fiscale terminée le 31 mars dernier, au plan de la discipline budgétaire:

■ pour la première fois depuis six ans, le déficit d'Ottawa a baissé l'an dernier de \$3,8 mil-

liards mais il restait, malgré tout, à \$34,5 milliards; ■ les programmes sur lesquels Ottawa a un véritable contrôle ont baissé de \$800 millions en termes absolus, une «première depuis la dernière guerre», a dit le ministre.

La situation n'est cependant pas aussi encourageante cette année, alors que les prix inter-

voir **WILSON** en A 2

LE MEURTRE DU BAMBIN ÉLUCIDÉ?

La police détient un suspect

■ Un homme de 39 ans, de Contrecoeur, doit comparaître ce matin en Cour des sessions de la paix, à Sorel, relativement à la mort du jeune Steve Mandeville, 11 ans, retrouvé assassiné, mardi, à Saint-Antoine-sur-le-Richelieu.

GEORGES LAMON

Il sera vraisemblablement accusé de meurtre au premier degré.

Les enquêteurs de la Sûreté du Québec ont identifié hier soir le suspect comme étant André Charest, de la rue Saint-Antoine, à Contrecoeur. L'homme serait un ancien instructeur de hockey Pee Wee C à Contrecoeur.

Charest avait été interrogé dans la journée de mardi par des enquêteurs. Divers renseignements ont permis aux policiers de procéder par la suite à son arrestation.

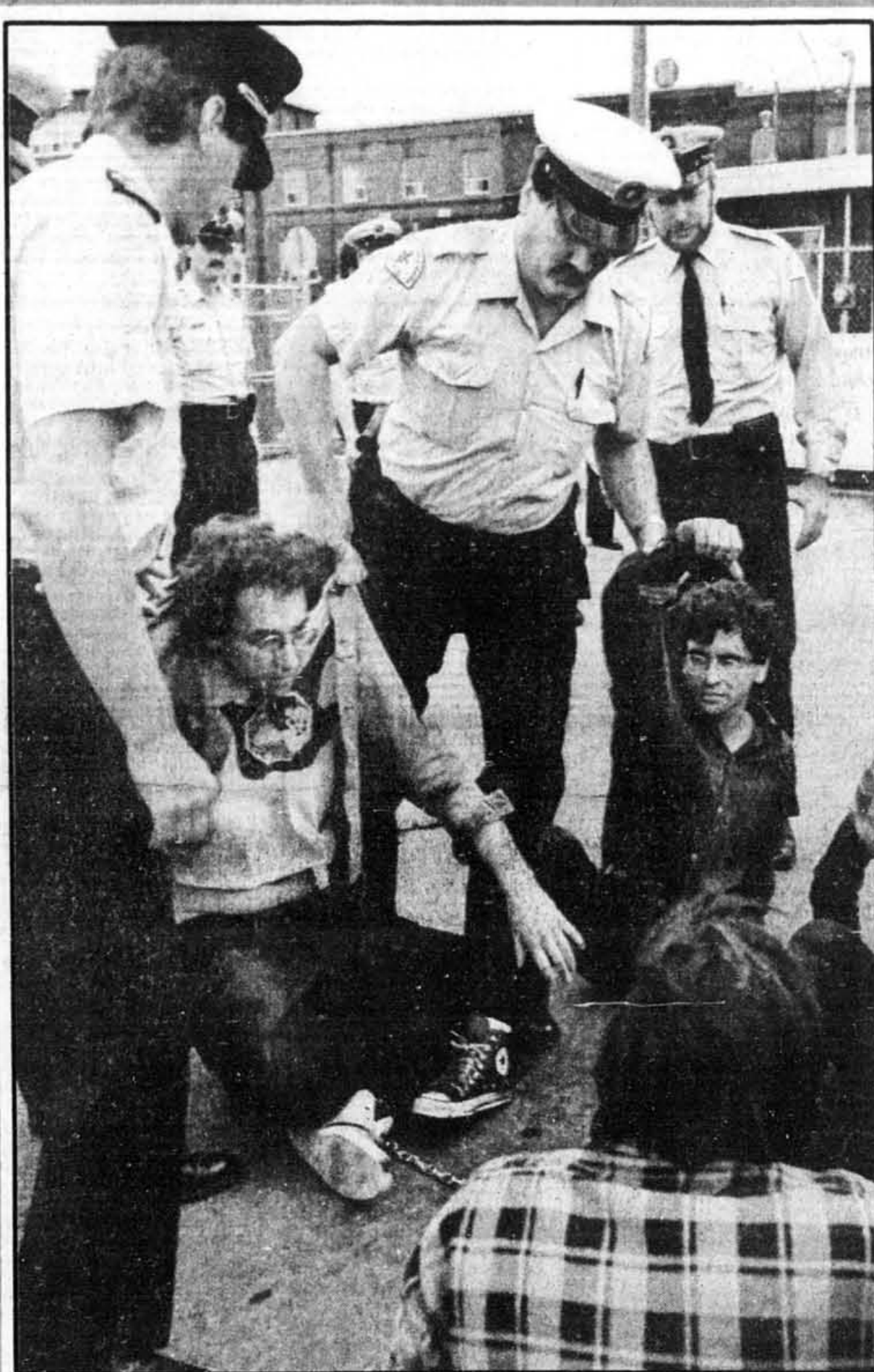
L'individu avait été interpellé hier, vers 19h, à Vaudreuil, à l'ouest de Montréal, par des enquêteurs de l'Unité des crimes contre la personne de la Sûreté du Québec qui le filaient depuis Hull, où il avait participé à une réunion de la Sidbec-Dosco dont il est un employé.

Entre-temps, la municipalité de Contrecoeur, à 60 km au sud de Montréal, se remet lentement et péniblement du drame dont elle vient d'être le théâtre. Consternation, dégoût, vengeance, colère animent toutes les conversations depuis qu'on a retrouvé, mardi, le jeune Steve, mort étrange.

Les résultats de l'autopsie pratiquée sur le corps ont confirmé que l'enfant avait été étranglé à l'aide d'un fil de téléphone.

Pendant que la police poursuivait fébrilement l'enquête, les condoléances continuaient d'affluer au domicile de la famille éplorée. On sentait

voir **SUSPECT** en A 2



Au moins six pacifistes membres du Réseau d'action directe contre l'agression nucléaire et militaire ont été arrêtés hier dans le port de Montréal. Ils protestaient contre la présence d'une cargaison d'uranium de la Namibie. Plus tôt, ils avaient tenté de bloquer l'accès du havre au navire qui a pu faire son entrée escorté de quatre bateaux de police.

photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

12 Noirs tués à Soweto

■ JOHANNESBURG (d'après AFP, AP, UPI et Reuter) — Les États-Unis ont critiqué hier «l'usage excessif de la force» par les autorités sud-africaines à Soweto, où au moins 12 Noirs ont été tués dans la nuit de mercredi à hier, ainsi que «le reportage limité» des émeutes sous le régime de l'état d'urgence et de la censure.

Selon divers bilans, dont celui de Mme Winnie Mandela, une militante anti-apartheid, il y a eu 20 morts et 200 blessés. L'hôpital Baragwanath, le plus grand de Soweto, dit avoir accueilli, à lui seul, une centaine de blessés.

Ce développement survient au lendemain de la décision de l'État de Californie de retirer quelque \$10 milliards investis auprès de firmes faisant affai-

voir **SOWETO** en A 2

L'uranium namibien entre dans le port

■ La police a arrêté, hier, au port de Montréal, six manifestants qui, chaînes aux pieds, essayaient d'empêcher des camions de s'approcher d'un navire chargé de produits sud-africains et d'uranium namibien. D'autres pacifistes avaient échoué, un peu plus tôt, dans leur tentative de bloquer le navire à la hauteur de Boucherville.

Les six personnes arrêtées faisaient partie d'un groupe d'environ 35 manifestants, membres de Greenpeace et du Réseau d'action directe contre l'agression nucléaire et militaire. Le navire transportait des fruits sud-africains ainsi qu'un chargement d'uranium namibien destiné à l'Ontario. La Namibie est sous le contrôle de l'Afrique du Sud.

Filmés par les caméras, mais aussi épistés par des membres de

voir **URANIUM** en A 2

SOMMAIRE

Annonces classées	B 4 à B 7, C 2, E 1 à E 4
Arts et spectacles	
— Informations	D 8 à D 13
— Horaires	D 14, D 15
Bandes dessinées	B 6
Décès, naissances, etc.	E 6
Économie	C 1 à C 7
Êtes-vous observateur?	B 4
FEUILLETON	
Red Fox	B 5
Horoscope	B 7
Le monde	A 12, A 13
Mots croisés	E 3
«Mot mystère»	E 2
Quoi faire aujourd'hui	D 14
Télévision	D 8
Vacances-Voyage	A 14
Vivre aujourd'hui	D 1 à D 6
TABLOÏD SPORTS	
Mots croisés	10
Réjean Tremblay	5

Le débrayage des procureurs paralyse l'appareil judiciaire

■ Comme ils l'avaient promis, les procureurs de la Couronne du Québec, qui sou-

JOYCE NAPIER

tiennent depuis longtemps, en brandissant leurs preuves, que le gouvernement «fait semblant de les payer», ont débrayé hier à la grandeur du Québec.

À toutes fins utiles, ils ont paralyse le processus judiciaire dans les Palais de justice de la

province. C'est la première fois que les procureurs de la couronne font un tel geste au Québec; il se pourrait bien que ce soit aussi une première au pays.

Mais les pressions qu'ils veulent exercer par ce moyen ne vont pas s'arrêter là, disent-ils. Les procureurs ont annoncé hier leur intention d'organiser une deuxième journée de débrayage, prévue cette fois pour le 3 septembre, la grande journée de l'ouverture des Assises

criminelles où, notamment, juges et avocats fixent les dates des procès devant jury.

Au début de cette journée-là, le ministre de la Justice, M. Herbert Marx, prononcera un discours, après quoi, les procureurs entreprendront, promettent-ils, leur deuxième «journée d'étude», immobilisant de nouveau l'appareil judiciaire.

À Montréal hier, les juges ont siégé comme d'habitude. Vingt cours étaient ouvertes mais tou-

tes les enquêtes préliminaires, les sentences et les procès ont été renvoyés à septembre et à octobre.

Il ne restait que cinq procureurs de la Couronne, dont le procureur en chef à Montréal, Me Yves Lagacé — qui a avoué qu'il se sentait «très seul» — et ses quatre adjoints, Mes Claude Parent, Michel Pothier, Guy Dupré et Jean Morin, pour s'occuper de la comparution des prévenus (détenus et en liber-

té), et des enquêtes sur cautionnement.

Ailleurs dans la province, les Cours criminelles ont également été paralysées par le débrayage de quelque 200 procureurs.

M. François Ghali, porte-parole du ministre de la Justice, a souligné, dans une entrevue téléphonique, qu'une rencontre est prévue pour le mardi 2 sep-

voir **PROCUREURS** en A 2

Toutes les 9 minutes, Royal LePage vend une maison quelque part au Canada.

842-5011



ROYAL LEPAGE
C'EST BON DE CONNAÎTRE DES CONNAISSEURS

WILSON

SUITE DE LA PAGE A 1

nationaux du pétrole sont gelés à l'intérieur d'une fourchette de \$15 à \$18 US, contrairement à des prévisions de \$22,50 US, et tandis que le cours des céréales subit des baisses importantes en raison de la guerre des prix à laquelle les États-Unis et la Communauté économique européenne (CEE) se livrent.

On estime que le manque à gagner, pour le gouvernement fédéral, sera de l'ordre de \$2 milliards, ce qui l'obligerait une fois de plus à franchir le cap psychologique des \$30 milliards de déficit.

Le ministre des Finances a écarté hier l'éventualité de toute augmentation générale des impôts. «Nous avons lancé en juillet le train de la réforme fiscale et ce n'est pas le moment de le faire dérailler avec un changement dans la structure fiscale», a expliqué le ministre des Finances.

M. Wilson a suggéré que le gouvernement choisisse plutôt la voie de la discipline budgétaire, ce qui pourrait entraîner un nouveau train de coupures des dépenses à l'automne.

Les fonctionnaires ont pour leur part insisté sur la nécessité de ne pas se laisser obséder par le seul déficit, mais de juger la performance du gouvernement sur d'autres critères comme la

réduction, en termes absolus, du programme de dépenses et la tendance à long terme (sur cinq ans) des besoins financiers du gouvernement fédéral.

M. Michael Wilson a précisé hier que ses collègues ne l'avaient pas autorisé à préciser quelle option le comité des priorités a retenue. Il semble cependant acquis que le ministre des Finances révisera son budget de mai dernier et fera peut-être, dès septembre, une déclaration à la Chambre des communes, si toutefois le Parlement siège encore.

Ces commentaires du ministre des Finances viennent au moment où le gouvernement subit d'intenses pressions des régions de l'Atlantique et de l'Ouest pour desserrer les cordons de la bourse. Depuis trois jours qu'il a quitté Ottawa, M. Brian Mulroney ne cesse de répéter que les bénéfices de la croissance ne bénéficient pas également à toutes les régions du pays: il y a pénurie de la main-d'œuvre dans certaines régions de l'Ontario et le chômage reste élevé dans les Maritimes.

M. Wilson a fait savoir hier que le conseil restreint du cabinet «étudie actuellement une certaine réallocation de ses ressources». M. Mulroney tend pour sa part une «oreille sympathique» aux demandes de plus en plus pressantes des provinces pauvres.

SUSPECT

SUITE DE LA PAGE A 1

chez plusieurs non seulement la consternation, le dégoût, la rage même, mais aussi une certaine crainte devant la possibilité d'un nouveau drame.

«C'est un événement affreux, difficile à accepter, a déclaré hier à LA PRESSE le curé de Contrecoeur, M. Jean-Louis Yelle. Les gens sont estomqués, surpris, assommés par ce qui est arrivé. Dans une petite communauté comme la nôtre, ce genre d'événement a un impact énorme. Les Mandeville sont des gens sympathiques; je connaissais bien le jeune garçon, tout comme sa mère. Je pense que les pires réactions viendront quand l'enfant sera exposé au salon.»

Mme Gertie Desgagnés et son jeune fils Yannick, ami du jeune Mandeville, étaient encore sous l'effet du choc.

«Il n'y a vraiment pas de mot pour qualifier un tel acte, a dit Mme Desgagnés. C'est écoeurant, et encore, le mot n'est pas assez fort. Si au moins celui qui a fait cela s'en était pris à quelqu'un de son âge? Nous sommes tous peints par cette tragédie. Tout le monde est en colère, ça fait mal en moi... Ça ne m'étonnerait pas que l'auteur de ce crime soit le même que celui du petit Maurice Viens.»

Mme Desgagnés est persuadée que les parents vont maintenant surveiller leurs enfants de plus près. Elle a dit que, pour sa part, son fils Yannick, 11 ans, ne la laisse pas d'un pas. Celui-ci n'était guère enclin à la pitié pour l'assassin de son ami. «On devrait lui couper les oreilles», a-t-il lancé le plus sérieusement du monde.

Dans la plupart des dépanneurs de la municipalité, les journaux de Montréal se sont vendus comme des pains chauds.

«Si j'en avais eu 300, je les aurais tous vendus», a dit un employé de Maxi Dépanneur.

Dans un autre dépanneur, la propriétaire, qui a voulu garder l'anonymat, a déclaré que les résidents «se couraient les journaux» pour se renseigner sur ce drame. C'était l'unique sujet de conversation.

Diane Joyal, elle, n'a jamais pensé un seul instant qu'on retrouverait l'enfant vivant.

«Déjà, quand on a entrepris les recherches, j'étais persuadée qu'on le retrouverait mort, a-t-elle dit. A mon avis, c'est sans aucun doute quelqu'un de la région. C'est un malade. L'imagine que l'enfant a dû beaucoup souffrir.»

Le maire de Contrecoeur, M. Serge Iza, n'a pas caché, lui non plus, son indignation. D'autant plus que le jeune Steve Mandeville, un petit gars très sympathique, était connu de tout le monde.

«Pour nous, c'est atroce, a-t-il dit à LA PRESSE. On n'a pas fini d'en parler. Sans doute que 80 p. cent de la population assistera aux funérailles. Les gens avaient déjà participé en grand nombre aux recherches mardi. Steve était un modèle de petit gars. Je l'avais déjà moi-même entraîné au hockey il y a quelques années.»

M. Iza a dit qu'il compte bien augmenter la prévention, par l'intermédiaire des comités de surveillance de quartier et avec l'aide de la SQ pour éviter qu'une telle tragédie se reproduise.



photo Robert NADON, LA PRESSE

Mme Gertie Desgagnés et son fils Yannick.

SOWETO

SUITE DE LA PAGE A 1

res avec l'Afrique du Sud. Une vingtaine d'États ainsi que des villes et des universités américaines ont déjà pris la décision de «désinvestir» face à l'apartheid.

Au Cap, le chef de l'opposition libérale blanche, Colin Eglin, disant que son Parti fédéral progressiste était «profondément inquiet de la bombe à retardement de Soweto», a réclamé un débat extraordinaire au Parlement ainsi qu'une enquête d'une Commission judiciaire sur ces affrontements, les pires depuis la proclamation de l'état d'urgence le 12 juin dernier.

A Johannesburg, où elle prenait la parole lors d'une cérémonie en l'honneur de femmes sud-africaines, le sénateur républicain du Kansas, Mme Nancy Kassebaum, a déclaré que le pays avait besoin d'un miracle, celui que seul un leadership courageux peut rendre possible, mais ce leadership manque aujourd'hui en Afrique du Sud.

Le Bureau de l'information du gouvernement, seul habilité à renseigner la presse, a donné hier la version suivante: des policiers arrivés en voiture devant une barricade de poubelles et de pneus enflammés ont été attaqués à la grenade et ils ont fait usage de leurs armes pour se dégager, faisant huit morts et une soixantaine de blessés; dans un second incident analogue, le bilan était de quatre autres morts, tous des Noirs.

Profitant du jugement de la Cour suprême du Natal invalidant deux décrets sur la censure, les médias noirs de Soweto publiaient toutefois une version différente: les incidents ont éclaté quand la police, arrivée en renfort accompagnée de

blackjacks (miliciens locaux), a voulu expulser de leurs logements des familles qui font depuis septembre 1984 la grève des loyers pour protester contre les hausses autant que pour «rendre l'apartheid ingouvernable», selon le mot d'ordre de l'opposition au régime minoritaire blanc.

L'émeute, partie du secteur White City-Jabavu vers 22h mardi, a gagné dans la nuit plusieurs autres quartiers de l'immense ghetto. Selon des reporters noirs sur place, la révolte se poursuivait hier, avec barricades, incendies et affrontements entre résidents et policiers.

Soweto, acronyme de «South-Western Townships», est un vaste bidonville servant de cité-dortoir à la main-d'œuvre noire de Johannesburg et abrite quelque 1,5 million de personnes. Les loyers sont contrôlés par le Conseil municipal, approuvé par le régime de Pretoria. Depuis trois mois, le Conseil a envoyé aux grévistes avertissement sur avertissement, alors que les activistes anti-apartheid incitaient la population à résister.

Selon les observateurs, l'affrontement était inévitable. Mme Del Kevan, une Blanche qui dirige le service municipal du Logement, déclarait récemment au quotidien noir The Sowetan qu'elle était «détournée» à obtenir le paiement des loyers et prônait ouvertement l'expulsion comme réplique au boycottage.

The Sowetan a rapporté hier qu'une foule en colère avait assassiné le conseiller municipal Sydenham Mkhwanazi à coups de machette et incendié la maison d'un autre conseiller, Sigfried Manthata. Un troisième conseiller, Silas Tshabalala a été blessé par son propre garde du corps pris de panique, écrit le journal.

PROCUREURS

SUITE DE LA PAGE A 1

tembre, à Montréal entre le ministre et ses procureurs.

Il a tenu à souligner, sans toutefois vouloir apporter de précisions, que si les procureurs de la Couronne persistent à paralyser le processus judiciaire par des débrayages semblables, «les mesures qui s'imposent seront prises». Ces mesures consistent à donner des «avertissements» aux avocats du gouvernement. Si ces avertissements ne portent pas fruits, certains procureurs pourraient être suspendus.

Mais les procureurs ont bien noté hier que si un seul de leurs confrères est suspendu, tous arrièreront sur le champ de travailler. Même les avocats de pratique privée ont montré qu'ils étaient solidaires en refusant de remplacer (à \$100 l'heure) leurs confrères de la Couronne.

M. Ghali soutient toutefois que les négociations, d'une part avec le Conseil du trésor qui dé-

termine les salaires des fonctionnaires, et d'autre part avec les procureurs eux-mêmes, vont bon train en dépit du débrayage. Il a ajouté que M. Marx, tout en demeurant sympathique à la cause des représentants du ministère public, doit se plier aux directives du Conseil du trésor qui a déjà annoncé que la fonction publique n'obtiendrait que des augmentations de salaire de 3,5 p. cent.

«Il y a un rattrapage salarial à faire et nous défendons cette position, a dit M. Ghali. On va finir par trouver une solution, j'en suis convaincu.»

De leur côté, les procureurs veulent à la fois l'augmentation offerte par les négociateurs du gouvernement et une hausse de salaire qui les mettrait sur un pied d'égalité avec leurs collègues des autres provinces.

D'après une étude indépendante préparée à la demande du gouvernement, il faut, au Québec, 15 années à un procureur pour atteindre un salaire maximal de \$52 000, alors qu'en Alberta ce salaire est atteint après cinq années d'expérience.

URANIUM

SUITE DE LA PAGE A 1

la Gendarmerie royale et de la Sûreté du Québec, les militants ont sensiblement ralenti la circulation vers le port, coin Vieux et Notre Dame, en s'interposant, enchaînés les uns aux autres, entre la grille d'entrée et les lourds convoyeurs qui voulaient pénétrer.

«Avec tous les médias réunis ici, nous avons marqué un point. Depuis longtemps, nous demandons au gouvernement Mulroney de mettre fin aux importations canadiennes d'uranium de Namibie, de résilier les contrats qui lient les industries canadiennes aux producteurs de la mine de Rossing. C'est la troisième intervention du genre que nous faisons et ce ne sera pas la dernière», a déclaré John Kinloch, porte-parole du mouvement.

Chaque mois, trois ou quatre navires battant pavillon namibien déchargent ici des conteneurs d'oxyde d'uranium qui sont acheminés, par route, vers une usine de raffinage à Port

Hope, en Ontario. L'uranium est ensuite enrichi dans une usine américaine, puis vendu à des centrales, notamment au Japon et en Australie.

Action directe reproche également au gouvernement Mulroney de fermer les yeux sur la part de 10 p. cent que détient la corporation Rio Algom Canada dans la mine de Rossing, la plus grande mine d'uranium au monde. «C'est, selon Philippe Duhamel, un des membres du Réseau, l'un des cas les plus flagrants de complicité canadienne».

«La Namibie, explique-t-il, continue d'être illégalement dominée par l'Afrique du Sud, qui y impose ses politiques d'apartheid et l'occupation militairement (100 000 hommes) en dépit des appels répétés des Nations-Unies».

En juillet 85, M. Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, déclarait que l'importation et le traitement de l'uranium namibien prendrait fin à l'expiration des contrats en cours, lesquels s'étendent jusqu'en 1988, mais que cette décision pourrait être annulée

si l'Afrique du Sud entendait prendre des mesures pour accorder à la Namibie et ses 1 400 000 habitants leur indépendance.

M. Duhamel poursuit: «L'article 6 du décret des Nations-Unies pour la protection des ressources naturelles de la Namibie, indique bien que toute personne, identité ou corporation qui ne souscrit pas au décret pourra être passible de poursuites en dommages et intérêts par le futur gouvernement de la Namibie».

C'était la troisième opération du genre effectuée par le Réseau d'action directe, qui s'était auparavant manifesté en avril à Montréal au même débarcadère et à Ottawa en juin dernier.

Hier midi, c'étaient des militants anglophones qui s'opposaient à ce débarquement, mais à l'aube, à la marina de Boucherville, il s'agissait de francophones.

Ces pacifistes avaient projeté d'utiliser des chaloupes et un canot pneumatique de Greenpeace pour bloquer l'accès du

leurs oeuvrant à Montréal n'ont à leur disposition que quatre secrétaires, qui ne sont pas toutes bilingues, précise Me Casgrain. Dans certains districts judiciaires de la province, il n'y a pas de bibliothèque pour permettre aux procureurs de faire des recherches adéquates. Pour couronner le tout, disent les procureurs révoltés, le temps supplémentaire n'est jamais rémunéré.

«Ce n'est plus une question de budget, c'est une question de justice», souligne Me Casgrain.

Des données indiquent que l'aide juridique verse \$224 par jour à la défense d'un contrevenant, alors que le procureur de la Couronne qui représente les contribuables, n'a droit qu'à \$63 par jour, pour défendre les intérêts de la société.

Même le bâtonnier du Barreau du Québec, Me Serge Ménard, qui appuie les revendications de ses collègues, a soutenu hier en conférence de presse que cette situation est «typique du peu d'importance qu'on accorde, dans le Québec, au système juridique».

Le projet a avorté. Le navire a pu faire son entrée dans le port de Montréal à 6h10 hier matin, escorté de quatre bateaux de police, d'un yacht affrété par la Société Radio-Canada et d'un seul canot pneumatique de Greenpeace.

Le porte-parole du groupe, M. Duhamel, a dit que la police s'est présentée à la marina de Boucherville juste au moment où 16 personnes s'apprêtaient à prendre place à bord de petites chaloupes motorisées, au beau milieu de la nuit.

Les policiers leur ont indiqué que, n'étant pas équipés des phares nécessaires, les embarcations ne seraient pas autorisées à partir avant le matin. Mais, à l'aube, l'amarrage du navire était chose faite.

Linda Tremblay, qui dirigeait les opérations à Boucherville, a eu ce commentaire: «Toute cette opération nous a coûté \$1 500, mais regardez ce qu'il en a coûté aux Ports nationaux et à la police de Montréal. Nous aurons encore plus de manifestants la prochaine fois».

6 / 49 : pas de gagnant

■ TORONTO (PC) — Les six numéros gagnants tirés hier au Lotto 6/49 sont 7, 11, 18, 33, 38 et 40. Le numéro complémentaire est le 32.

Il n'y a eu aucune mise gagnante du gros lot de \$1,5 million.

Dans la catégorie 5/6 plus, il y a eu deux billets gagnants de \$293 074,10 chacun.

Le tirage fait 279 gagnants de \$1 606,50 dans la catégorie 5/6.

Dans la catégorie 4/6, on compte 13 678 lots de \$65.

Enfin, 244 990 lots de \$10 seront remis à ceux qui ont choisi trois chiffres de la combinaison gagnante.

Au tirage de samedi, le gros lot sera d'environ \$3,5 millions.

Le Lotto 6/49 Tirage d'hier 7 11 18 33 38 40 (32)

La Quotidienne à trois chiffres 121 à quatre chiffres 0215

LA MÉTÉO

Jeudi 28 août
AUJOURD'HUI: Min.: 6° Max.: 16°
Ciel variable, possibilité
d'averses et fraies
DEMAIN: Ciel variable

Québec	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	1	10	Var. pos. av.
Outaouais	6	16	Var. pos. av.
Laurentides	3	13	Var. pos. av.
Cont. de l'Est	4	14	Var. pos. av.
Montréal	4	16	Var. pos. av.
Québec	4	16	Var. pos. av.
Est-Saint-Jean	3	13	Var. av. ds.
Rimouski	8	14	Var. av. ds.
Gatineau	10	16	Var. av. ds.
Bas-Caraïbé	6	15	Var. pos. av.
Saint-Jean	6	15	Var. pos. av.

Canada	Min.	Max.	Aujourd'hui
Vancouver	15	30	
Edmonton	6	22	
Regina	7	18	
Winnipeg	5	15	
Toronto	16	25	
Fredericton	10	22	
Halifax	13	21	
Charlottetown	12	18	
Saint-Jean	12	18	

États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	18	35	N.-Orléans	23	33
Buffalo	17	27	Pittsburgh	18	28
Chicago	14	26	S. Francisco	12	21
Miami	25	33	Washington	23	29
New York	22	25	Dallas	24	34

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	13	18	Madrid	14	29
Athènes	22	35	Moscou	9	15
Acapulco	10	20	Mexico	13	24
Berlin	10	20	Oslo	8	16
Bruxelles	8	18	Paris	13	17
Buenos Aires	6	16	Rome	14	30
Copenhague	6	16	Séoul	23	24
Genève	11	23	Stockholm	8	14
Hong Kong	27	33	Tokyo	25	33
Le Caire	22	34	Trinidad	26	36
Liège	10	25	Vienne	11	20
Londres	10	16			

Le chinois pour tous

IMAGE
ÉCOUTER

STYLISATION

CARACTÈRE

ORDRE DES TRAITS

67

CLAIRE SACHSÉ FONTAINE collaboration spéciale

Le caractère est assez complexe et l'origine est imprécise. On retrouve en composition le caractère de l'oreille et celui du cœur — que nous verrons un peu plus tard. Peut-être une allusion au son qui sort du cœur pour pénétrer dans l'oreille. Important à connaître parce que très employé, il signifie également: entendre.

Il se prononce: TING.

Demain: retour à la simplicité pour apprendre comment s'écrit: chuchoter.